

Les dépenses de Bâtiment et de Travaux Publics des collectivités territoriales

SOMMAIRE

01 La commande publique locale pour le BTP affiche une reprise en 2021

Des dépenses BTP des collectivités territoriales en hausse par rapport à 2020 mais en repli sur deux ans [p. 3](#)

Les collectivités territoriales de l'ensemble des régions ont augmenté en 2021 leurs dépenses sur les segments du Bâtiment et des Travaux Publics [p. 4](#)

Les dépenses BTP par habitant des collectivités territoriales dépassent en 2021 leur moyenne historique mais s'inscrivent en retrait du pic de 2019 [p. 5](#)

02 Les prévisions budgétaires pour 2022 se révèlent très bien orientées

Niveau record des prévisions budgétaires pour 2022 : 77,4 milliards d'euros [p. 6](#)

Une hausse des prévisions des dépenses Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire [p. 7](#)

Méthodologie

Cette plaquette a été réalisée sur la base des travaux du Réseau des CERC effectués à partir des données comptables transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du Ministère de l'économie et des finances. Les dépenses BTP 2021 des collectivités territoriales sont évaluées à partir des données d'exécution budgétaire 2021 centralisées au 31 mai 2022 par la DGFIP. Les dépenses prévisionnelles BTP 2022 sont évaluées à partir des budgets prévisionnels des collectivités territoriales centralisés au 31 mai 2022 par la DGFIP. Les EPIC, tels que la Société du Grand Paris, ne sont pas compris.

Les champs couverts par l'étude sont les suivants :

- au niveau géographique : France entière (France métropolitaine + DROM)
- au niveau sectoriel : Bâtiment et Travaux Publics
- au niveau du type de collectivités : conseils régionaux, conseils départementaux, communes, EPCI, syndicats.
- au niveau comptable : ensemble des lignes budgétaires (budget principal et budget annexe) relatives aux dépenses d'équipement et d'entretien de bâtiment et travaux publics
- au niveau du type de dépenses : dépenses en maîtrise d'ouvrage directe

BILAN 2021

Des dépenses BTP des collectivités territoriales en hausse par rapport à 2020, mais en repli sur deux ans

Analyse de l'évolution des dépenses de Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales en France

Les dépenses Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales progressent de 9,7% par rapport à 2020, année marquée par la crise sanitaire

Sur l'ensemble de l'année 2021, les dépenses des collectivités territoriales pour le BTP s'évaluent à 42,7 milliards d'euros. La hausse atteint près de 10% par rapport à 2020, année marquée par la crise sanitaire et par la baisse des investissements qui en découle. Les niveaux de dépenses se situent toutefois en retrait de 4,6% par rapport à 2019. Enfin, ces 42,7 milliards d'euros d'investissement dépassent la moyenne de longue période, calculée depuis 2008, qui s'établit à 41,5 milliards d'euros.

Investissements de la Société du Grand Paris

Aux 42,7 milliards d'euros de dépenses BTP réalisées en 2021 par les collectivités territoriales en France, s'ajoutent celles liées au Grand Paris. Elles sont portées par des opérateurs tels que la Société du Grand Paris, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le budget 2021 est estimé à plus de 4 milliards d'euros.

Les budgets BTP augmentent en 2021 pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage

Les dépenses BTP affichent une hausse pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage en 2021 : +4,8% pour les communes, +9,1% pour les groupements à fiscalité propre, +13,3% du côté des départements, +14,3% pour les régions et +20% pour les syndicats. Toutefois, 2020 marquait une baisse généralisée des investissements. En se référant à l'année 2019 avec une évolution sur deux ans, les dépenses se révèlent en recul pour les communes (-16,3%) et pour les groupements à fiscalité propre (-0,8%). Par opposition, la hausse pour les régions s'avère plus conséquente que sur un an : +20,6%. Cette progression est à mettre en parallèle avec la part relativement modeste de ce maître d'ouvrage dans l'ensemble des dépenses BTP des collectivités territoriales.

Pour 2021, la répartition des dépenses entre les maîtres d'ouvrage ressort à 40% pour les communes (en baisse, -1,9 point), 23,4% pour les groupements à fiscalité propre, 16,3% pour les départements (en hausse d'un demi-point), 13,9% en ce qui concerne les syndicats (+1,2 point) et 6,4% pour les régions.

La progression des dépenses se révèle plus marquée pour le Bâtiment

Les dépenses des collectivités territoriales suivent la même tendance de fond pour le Bâtiment et les Travaux Publics : hausse sur une année (+11,4% pour le Bâtiment, +8,2% pour les Travaux Publics) mais en recul par rapport à 2019. En complément, les dépenses en 2021 dépassent légèrement la moyenne de longue période (calculée depuis 2008) pour les deux segments du marché.

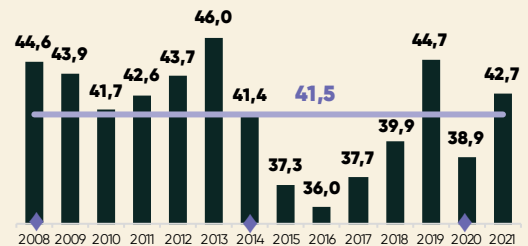
Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Source : DGFIP

-4,6%
Évolution
2021/2019

+9,7%

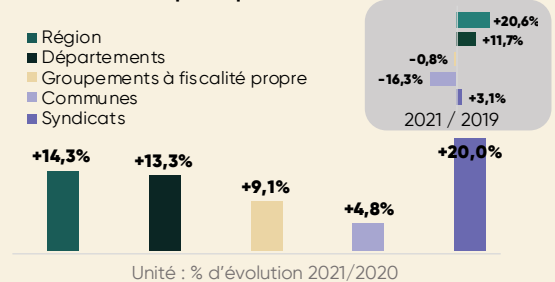
évolution 2021/2020
des dépenses BTP des
collectivités territoriales
en France

Évolution des dépenses BTP des collectivités territoriales...



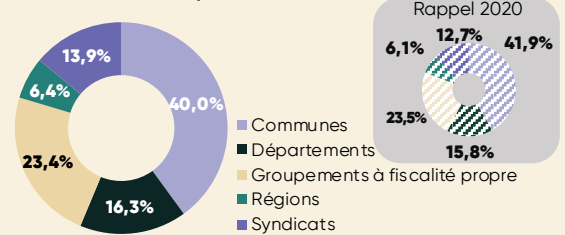
Unité : Milliards € courants TTC

Plus spécifiquement en 2021 :



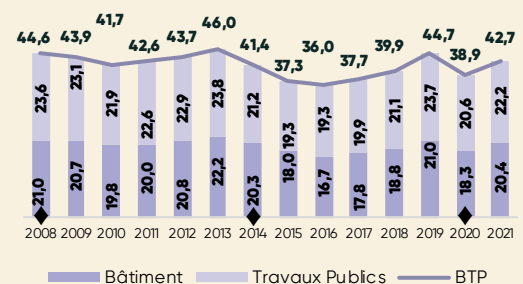
Unité : % d'évolution 2021/2020

Répartition en 2021 :



Unité : % de la commande publique BTP 2021

...Bâtiment/Travaux Publics :



Unité : Milliards € courants TTC

BILAN 2021

Les collectivités territoriales de l'ensemble des régions ont augmenté en 2021 leurs dépenses sur les segments du Bâtiment et des Travaux Publics

Analyse des évolutions régionales des dépenses de Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales en France métropolitaine

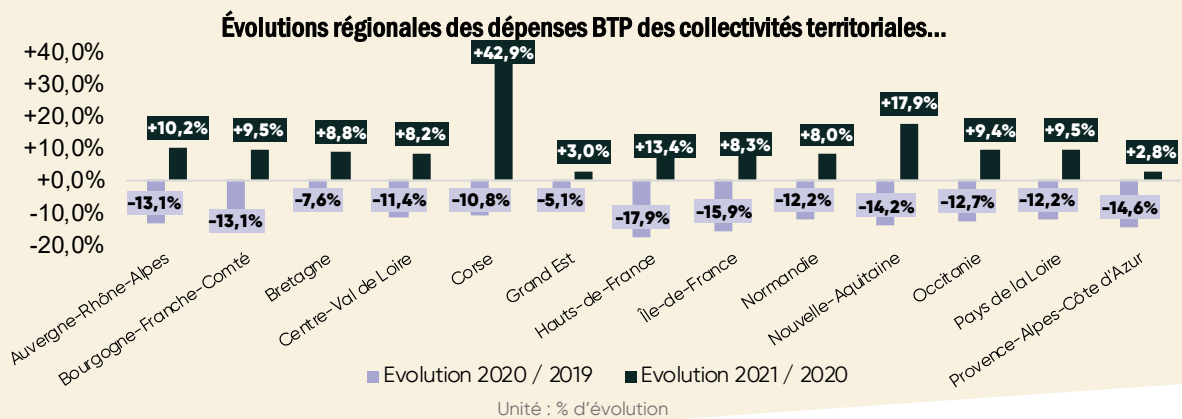
Hausse généralisée des dépenses Bâtiment et Travaux Publics dans l'ensemble des régions

En 2020, année spécifique compte tenu du contexte sanitaire, les dépenses BTP avaient reculé dans l'intégralité des régions. Le phénomène inverse s'observe pour 2021 avec une reprise généralisée. Les hausses sont globalement comprises entre +5% et +10%. Provence-Alpes-Côte d'Azur

et Grand Est se révèlent légèrement en retrait (respectivement +2,8% et +3%). À l'autre bout du spectre, les plus fortes progressions concernent Auvergne-Rhône-Alpes (+10,2%), Hauts-de-France (+13,4%) et Nouvelle-Aquitaine (+17,9%), en ne tenant pas compte de la Corse.

Les dépenses de travaux et d'interventions* engagées par la Société du Grand Paris ne sont cependant pas prises en compte.

* **Dépenses d'interventions** : contributions de la SGP à la RATP, à SNCF Réseau et à Île-de-France Mobilités.



Nouvelle-Aquitaine et dans une moindre mesure Hauts-de-France font état de dépenses des collectivités territoriales particulièrement en hausse pour le Bâtiment et les Travaux Publics

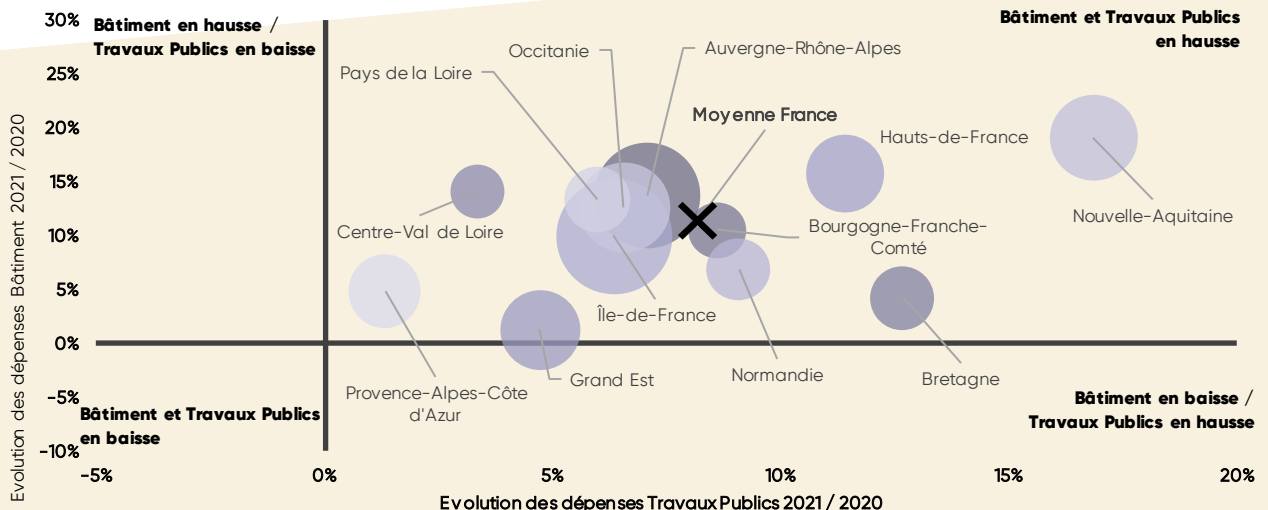
Les dépenses BTP se révèlent en progression pour chacun des deux segments du marché dans la totalité des régions. Du côté du Bâtiment, les hausses sont comprises entre +1,3% en Grand Est et +19,1% en Nouvelle-Aquitaine pour une

tendance nationale à +11,4%. Sur le segment des Travaux Publics, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur témoigne de la hausse la plus modérée : +1,3%. Nouvelle-Aquitaine se révèle également la région la mieux orientée sur ce segment : +16,8%. La

moyenne française se situe à +8,2%.

La Corse, affichant des évolutions particulièrement élevées, n'est pas visible dans ce graphique.

...Plus spécifiquement en 2021, évolutions régionales Bâtiment/Travaux Publics



Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Source : DGFiP

Retrouvez les analyses régionales auprès des CERC - Coordonnées en page 8

BILAN 2021

Les dépenses BTP par habitant des collectivités territoriales dépassent en 2021 leur moyenne historique, mais s'inscrivent en retrait du pic de 2019

Analyse du montant des dépenses de BTP des collectivités territoriales par habitant en France et dans les régions métropolitaines

Les dépenses BTP par habitant rebondissent après le fort repli de 2020 sans atteindre leur niveau de 2019

Avec 631 € par habitant, les dépenses BTP des collectivités territoriales repartent à la hausse après 2020 et la crise sanitaire (577 € par habitant), mais demeurent loin de 2019 (665 €). 2021 se révèle être la deuxième année la mieux orientée en termes d'investissement depuis 2013.

Par ailleurs, le total affiché cette année s'établit 14 € au-dessus de la moyenne de longue période et 69 € au-dessus du montant de 2015, qui marquait la première année complète du cycle municipal précédent, à l'instar de 2021.

Des dépenses BTP au-dessus de la moyenne de longue période dans la plupart des régions

Par région, les dépenses BTP par habitant des collectivités territoriales s'échelonnent de 527 € en Hauts-de-France à 732 € en Occitanie, si l'on fait exception de la Corse. Une grande partie des régions se situent proches ou légèrement en retrait de la tendance nationale, 631 € par habitant en 2021.

Dans l'ensemble, les écarts avec la moyenne de longue période sont plutôt contenus. Faisant figure d'exception, Provence-Alpes-Côte d'Azur affiche des dépenses en retrait de 39 € de cette tendance. Par opposition, les dépenses 2021 dépassent la moyenne de longue période en Centre-Val de Loire (36 €), en Bretagne (37 €) et en Nouvelle-Aquitaine (37 €). Pour les autres régions, hors Corse, les dépenses en 2021 diffèrent de moins de 20 € par rapport à la moyenne mesurée depuis 2008.

Des niveaux de dépenses très disparates entre les régions et les départements

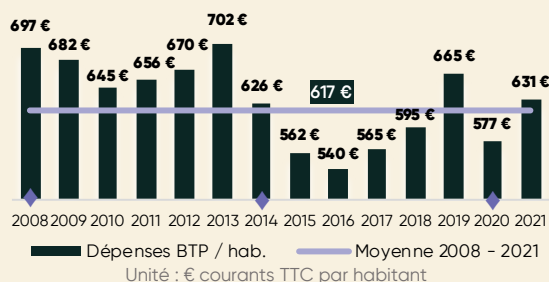
Entre 2008 et 2021, les dépenses Bâtiment et Travaux Publics moyennes de collectivités territoriales se différencient fortement d'un département à l'autre. Les départements avec les dépenses par habitant les plus élevées se concentrent dans la moitié sud du territoire, en particulier dans les zones à faible densité de population (territoires de montagne notamment). On trouve ainsi dans l'ordre la Corse-du-Sud (1 432 € par habitant en moyenne de 2008 à 2021), la Lozère (1 137 €), la Savoie (1 038 €) et les Hautes-Alpes (1 027 €).

Par opposition, cinq départements affichent des dépenses moyennes inférieures à 500 € par habitant : l'Yonne, le Pas-de-Calais, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et l'Aisne.

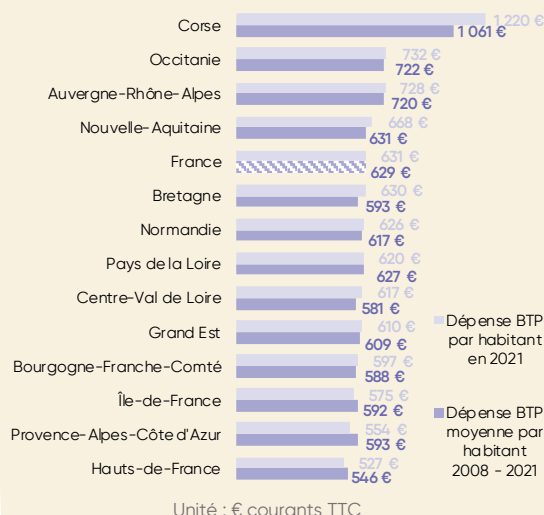
En ce qui concerne les départements hébergeant les principales métropoles françaises, les dépenses moyennes atteignent 579 € par habitant dans les Bouches-du-Rhône, 756 € dans le Rhône et 875 € à Paris.

Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Sources : DGFiP & INSEE

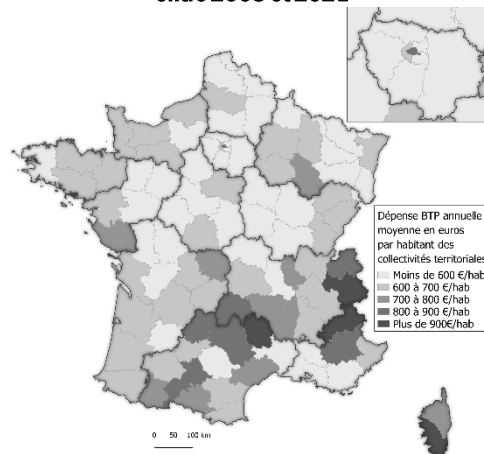
Évolution de la commande publique BTP par habitant



Montant annuel moyen des dépenses BTP par hab. des coll. terr. entre 2008 et 2021



Dépenses BTP annuelles moy. par hab. des coll. terr. entre 2008 et 2021



PRÉVISIONS DE DÉPENSES 2022

Niveau record des prévisions budgétaires pour 2022 : 77,4 milliards d'euros

Analyse de l'évolution des prévisions budgétaires Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales en France

Augmentation des prévisions de dépenses pour la deuxième année consécutive

Après le recul observé en 2020, les prévisions budgétaires des collectivités territoriales pour le BTP progressent depuis deux ans avec une hausse de 7% pour 2022. Avec 77,4 milliards d'euros budgétés, il s'agit du plus haut niveau de dépenses prévues de l'historique (remontant à 2009).

Dans une dynamique opposée, le taux de réalisation tend à diminuer ces dernières années : 61,2% en 2019, 60% et 2020 et 59% en 2021. Plus globalement, le taux de réalisation se révèle un cran plus bas depuis 2016, venant compenser les prévisions relativement élevées des derniers exercices. Le taux de réalisation 2021 est le plus faible depuis 2009.

Si le taux de réalisation 2022 devait se maintenir au même niveau qu'en 2021, les dépenses BTP dépasseraient les 45 milliards d'euros pour 2022.

Investissements de la Société du Grand Paris

Aux 77,4 milliards d'euros de dépenses BTP prévues pour 2022 par les collectivités territoriales en France, s'ajoutent celles liées au Grand Paris. Elles sont portées par des opérateurs tels que la Société du Grand Paris, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le budget 2022 est estimé à environ 4,6 milliards d'euros.

Augmentation des prévisions pour tous les maîtres d'ouvrage, en particulier pour les régions

L'ensemble des maîtres d'ouvrage affichent des budgets en hausse pour 2022. En particulier, les régions rehaussent leur budget pour le BTP de 19,7% par rapport à 2021. Les budgets Bâtiment et Travaux Publics augmentent de 9,3% pour les départements, ceux des groupements à fiscalité propre de 7,6%, +6,3% pour les communes et +3,2% pour les syndicats.

En outre, 2022 constitue la deuxième année consécutive de croissance des prévisions pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

Niveau historiquement haut des prévisions budgétaires des collectivités territoriales pour le Bâtiment et pour les Travaux Publics

Les prévisions budgétaires pour 2022 atteignent 39 milliards d'euros pour la Bâtiment, soit une hausse de 9,5% en un an. Ce montant se révèle être le plus élevé enregistré (depuis 2009). En complément, le taux de réalisation remonte légèrement en 2021 après le creux de 2020, tout en étant relativement faible par rapport à l'historique : 57,4%.

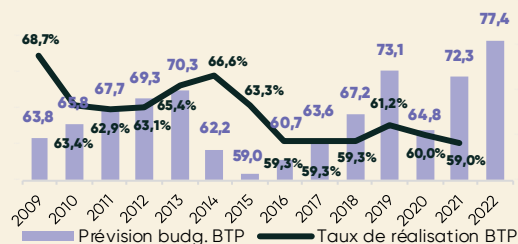
Sur le segment des Travaux Publics, les prévisions affichent une progression plus modérée (+4,6%) mais suffisante pour atteindre également le plus haut niveau enregistré : 38,4 milliards d'euros. En ce qui concerne le taux de réalisation, celui-ci a atteint un pic en 2020 après plusieurs années de hausse, mais perd plus de 5 points en 2021 pour s'établir à 60,6%. Ce résultat, bien que faible historiquement, demeure supérieur au taux de réalisation Bâtiment.

Traitements : Réseau des CERC | Sources : DGFIP & INSEE

+7%

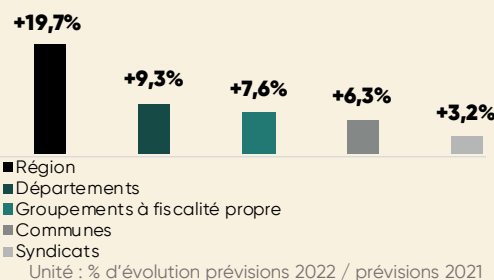
évolution 2022 / 2021
des prévisions
budgétaires BTP
en France

Évolution des prévisions budgétaires BTP des collectivités territoriales...

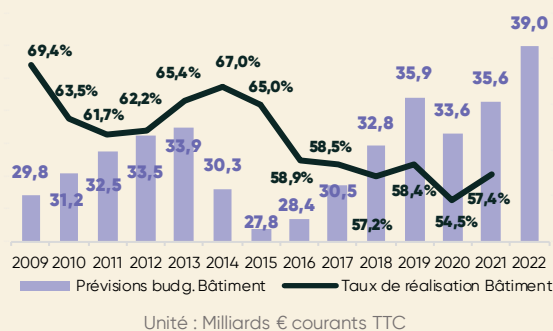


Unité : Milliards € courants TTC

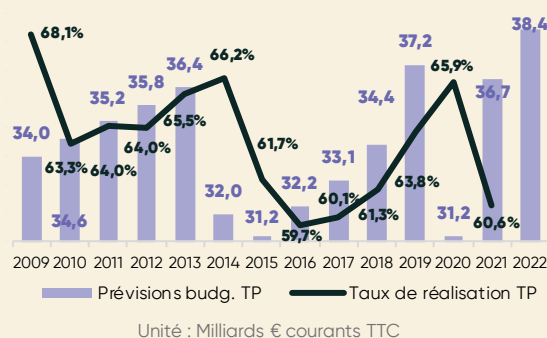
Plus spécifiquement en 2022 :



...Focus Bâtiment :



...Focus Travaux Publics :



PRÉVISIONS DE DÉPENSES 2022

Une hausse des prévisions des dépenses Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire

Analyse des évolutions régionales des prévisions budgétaires Bâtiment et Travaux Publics en 2022 des collectivités territoriales en France métropolitaine

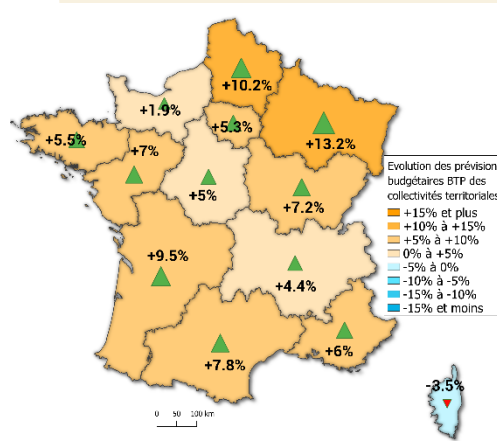
Une progression généralisée des prévisions de dépenses BTP des collectivités territoriales dans les régions

Pour la seconde année consécutive, les prévisions de dépenses Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales s'orientent à la hausse dans l'intégralité des régions (à l'exception de la Corse).

Les croissances les plus marquées dépassent les 10% : +13,2% en Grand Est et +10,2% dans les Hauts-de-France. À l'autre bout du spectre, Normandie (+1,9%), Auvergne-Rhône-Alpes (4,4%) et Centre-Val de Loire (+5%) affichent des hausses de 5% ou moins.

Cette nouvelle hausse permet de dépasser les niveaux de prévision enregistrés en 2019 dans toutes les régions à l'exception de la Normandie (-3,1% en évolution 3 ans). À titre de comparaison, celle-ci atteint +13,1% en Grand Est et dépasse plus généralement les +10% dans cinq régions.

Evolutions régionales des prévisions budgétaires BTP 2022 / 2021 des collectivités territoriales



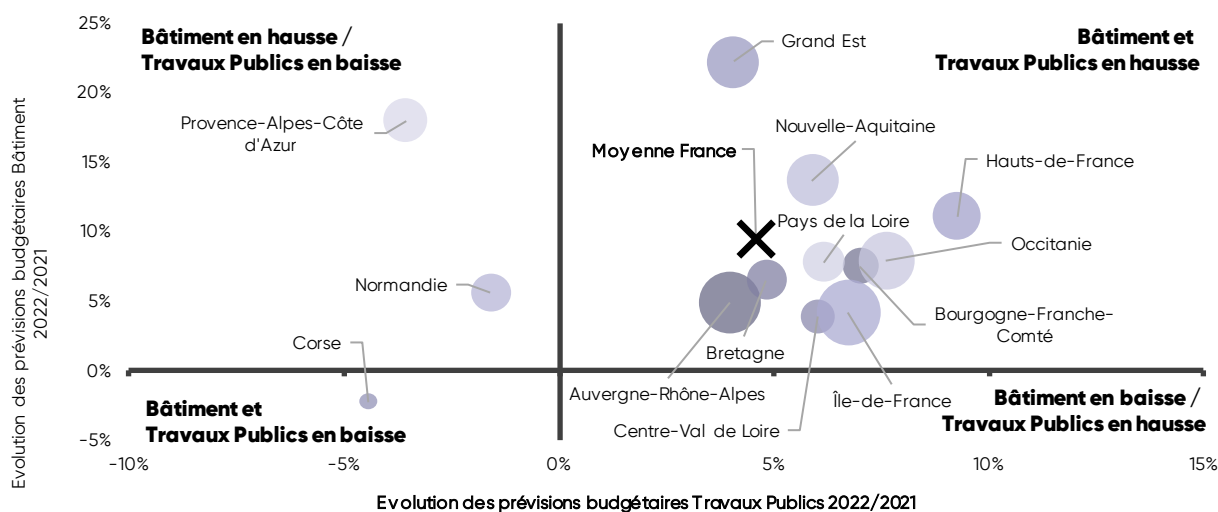
Réalisation GIE Réseau des CERC

Une augmentation des prévisions de dépenses presque généralisée dans les régions sur les deux segments du marché BTP

Les prévisions budgétaires se révèlent en hausse pour le Bâtiment dans la totalité des régions (hors Corse). En tête de peloton, la région Grand Est affiche une hausse de 22,2% sur ce segment, Provence-Alpes-Côte d'Azur de 17,9% et Nouvelle-Aquitaine de 13,7%. Sur le

segment des Travaux Publics, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Normandie s'avèrent en recul de respectivement -3,6% et -1,6%. Les autres régions (hors Corse) se révèlent en hausse, en particulier en Hauts-de-France : +9,3%.

En Île-de-France, les prévisions progressent de 4,2% pour le Bâtiment (France : +9,5%) et de 6,7% pour les Travaux Publics (contre +4,6% en France).



Traitements : Réseau des CERC | Sources : DGFIIP & INSEE

Retrouvez les analyses régionales auprès des CERC - Coordonnées en page 8

Retrouvez les publications régionales des CERC...

CERC Auvergne-Rhône-Alpes

contact@cercara.fr
www.cercara.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté

cercbfc@gmail.com
www.cerc-bfc.fr

CERC Bretagne

contact@institut-veia.fr
www.institut-veia.fr

CERC Centre-Val de Loire

cerbtpcentre@gmail.com
www.cerc-centrevaldeloire.fr

CERC Grand Est

contact.cerc@i-carre.net
www.cerc-grandest.net

CERC Guadeloupe

contact@cerc-guadeloupe.fr
www.cerc-guadeloupe.fr

CERC Guyane

contact@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf

CERC Hauts-de-France

cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Ile-de-France

cerc-idf@cerc-idf.fr
www.cercidf.fr

CERC La Réunion

cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CERC Martinique

contact@cerc-martinique.fr
www.cerc-martinique.fr

CERC Normandie

contact@cerc-normandie.fr
www.cerc-normandie.fr

CERC Nouvelle-Aquitaine

nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr
www.cerc-na.fr

CERC Occitanie

stephanie.fourcade@i-carre.net
www.cercoccitanie.fr

CERC Pays de la Loire

contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur

cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Méthodologie

Cette plaquette a été réalisée sur la base des travaux du Réseau des CERC effectués à partir des données comptables transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du Ministère de l'économie et des finances, regroupant l'ensemble des budgets principaux et des budgets annexes des collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes, syndicats) et des établissements publics de coopération intercommunale ; les départements-régions d'outre-mer sont également inclus. Les EPIC, tels que la Société du Grand Paris, ne sont pas compris.

Les dépenses BTP des collectivités territoriales réalisées au cours de l'année 2021 sont évaluées à partir des données d'exécution budgétaire 2021 centralisées au 31 mai 2022 par la DGFIP.

Les dépenses prévisionnelles BTP 2022 sont évaluées à partir des budgets

prévisionnels centralisés au 31 mai 2022 par la DGFIP. Les chiffres correspondants incluent donc non seulement les budgets primitifs mais aussi toutes les décisions modificatives votées jusqu'en mai 2022. Ces prévisions budgétaires ne constituent pas une estimation du montant global des travaux qui seront effectivement réalisés au cours de l'année 2022. D'autres décisions modificatives peuvent être votées en cours d'année, et surtout la réalisation de certains travaux peut s'étendre sur plusieurs exercices, être reportée ou annulée.

Les données couvrent l'ensemble des comptes budgétaires relatifs aux dépenses directes d'équipement et d'entretien de bâtiment et de travaux publics. Elles sont agrégées selon des règles élaborées conjointement entre les services compétents du Ministère et le Réseau des CERC. Lorsque l'intitulé d'un compte

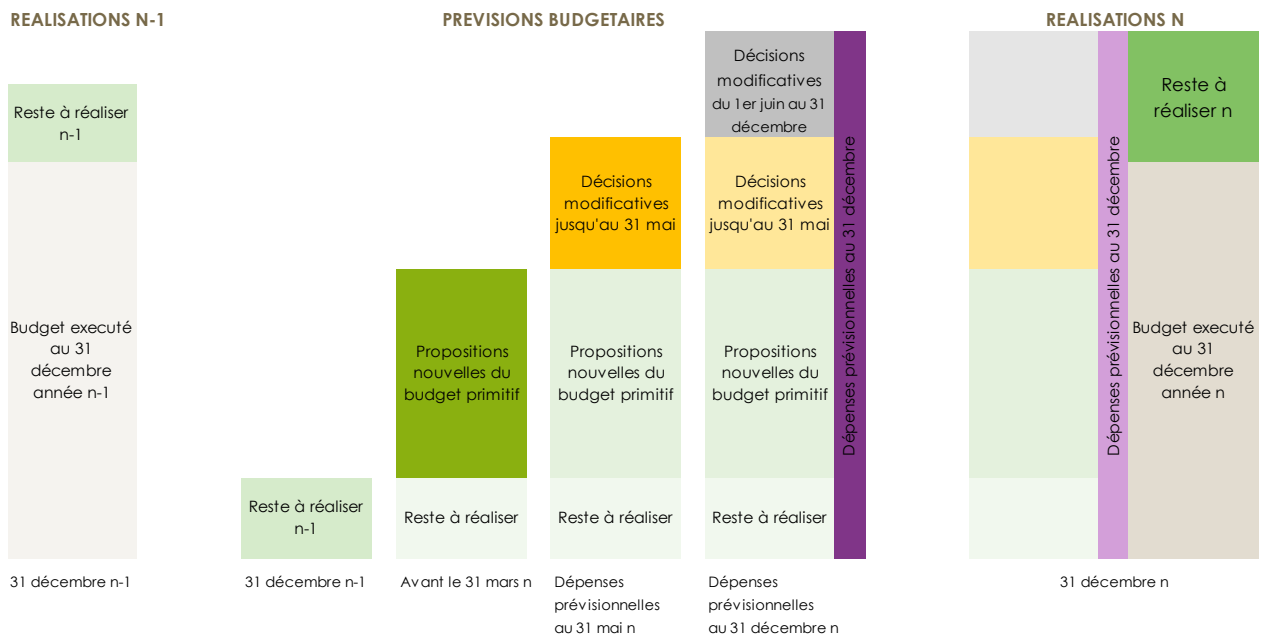
n'était pas suffisamment explicite, des coefficients ont été appliqués de façon à répartir les dépenses correspondantes entre Bâtiment et Travaux Publics.

Seules les dépenses en maîtrise d'ouvrage directe sont considérées. De ce fait, l'effort des régions et départements en faveur de l'activité BTP est sous-estimé puisque ne sont pas pris en compte les montants des subventions d'équipement versées par ces collectivités à d'autres entités (leur prise en compte aurait généré des doubles comptes dans l'estimation globale des montants des dépenses régionales).

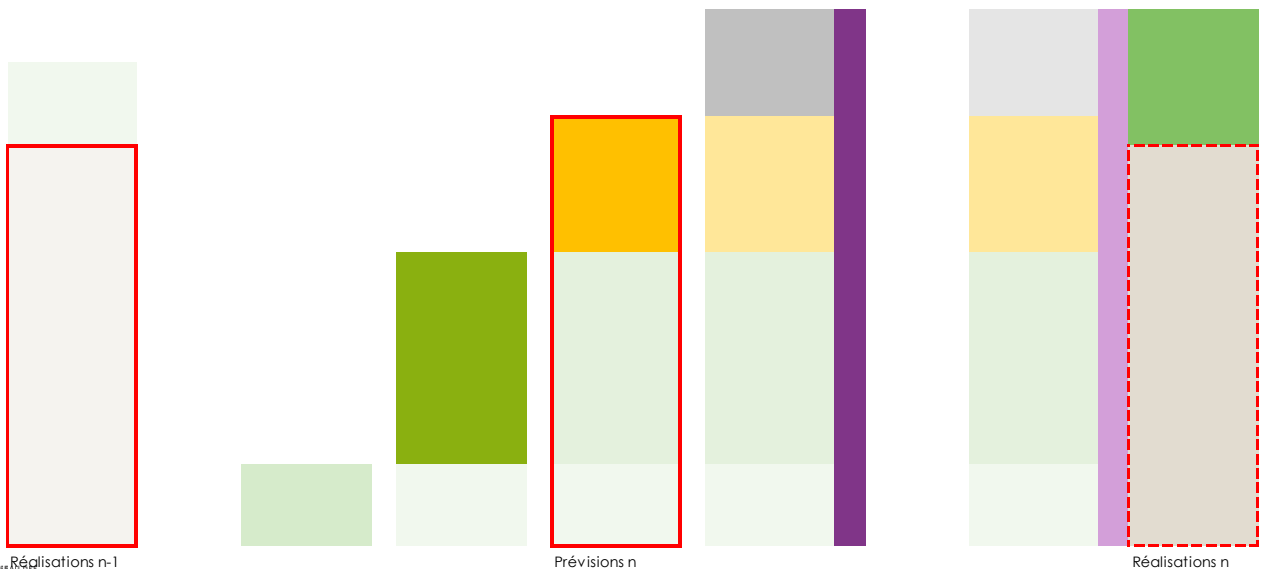
Les dépenses par habitant sont calculées grâce aux populations municipales légales en vigueur établies par l'INSEE au 1er janvier 2021.

Tous les montants financiers sont exprimés toutes taxes comprises en euros courants.

SCHEMA SIMPLIFIE DU FONCTIONNEMENT BUDGETAIRE D'UNE COLLECTIVITE



DONNEES DGFIP EXPLOITEES



Avec le concours des membres du GIE Réseau des CERC


MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **CAPEB**
L'Artisanat du Bâtiment

 **FFB** FÉDÉRATION
FRANÇAISE
DU BÂTIMENT

 **LES TRAVAUX
PUBLICS** FÉDÉRATION
NATIONALE

 **UNICEM**

Laurence HERBEAUX, Directrice
Aymeric BAILLY, Chargé d'études
Marion MARTIN, Assistante de direction
Sophie RANC, chargée de communication et de gestion

Tél. : 04-72-61-06-34 | Mail : gie-cerc@orange.fr

Site national : www.cerc-actu.com | Suivez-nous [@GieReseauCerc](https://twitter.com/GieReseauCerc)



GIE RÉSEAU DES
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —
Mesurer. Anticiper.